



Le rapport qui révèle le scandale

Alors que Laurent Petrynka, à la tête de la Fédération internationale du sport scolaire, a démissionné après des révélations de « L'Équipe », le ministère de l'Éducation vient de lancer une nouvelle enquête administrative sur l'UNSS, dirigée par Olivier Girault.

MARC LEPLONGEON

Il y avait eu, en 2021, un premier rapport alarmant de l'Inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche (IGESR) sur la gestion de l'UNSS (Union nationale du sport scolaire) ; puis un second, restitué au gouvernement le 26 mars 2024. Tous deux ont été enterrés. Les inspecteurs s'y inquiétaient pourtant déjà d'un « renversement notable de culture » à l'œuvre à l'UNSS. Comprendre : cette tendance à vouloir copier les grandes fédérations, et à organiser des événements internationaux, très coûteux en temps et en argent, et nécessitant la signature de contrats de consultant et de communication en pagaille. Loin, très loin de la vocation première de l'UNSS et du développement du sport à l'école...

En 2023, des cadres du sport scolaire s'épanchent ainsi auprès des inspecteurs de l'Inspection générale (IG) : « Le recours à de tels prestataires privés, s'il devenait une pratique régulière, ne serait non seulement pas soutenable financièrement, mais aurait pour effet de dénaturer ce qui fait la singularité de l'UNSS, dont l'activité et le modèle économique reposent essentiellement sur l'engagement et l'investissement des enseignants d'EPS », lit-on dans une version du rapport tombée entre nos mains, rendue en 2024 au gouvernement mais jamais publiée.

Selon les inspecteurs, les dérives sont nombreuses et la confusion entre les finances de l'UNSS et de la Fédération internationale du sport scolaire (ISF), deux institutions normalement indépendantes, est fâcheuse. C'est l'UNSS, en avril 2018, qui a payé de sa poche plus de 200 000 euros pour l'organisation d'un somptueux dîner de charité, au Petit Palais, à Paris. Tapis rouge, invités de prestige (les footballeurs Dani Alves, Djibril Cissé, Luis Fernandez, la mannequin Cindy Bruna, le chanteur Kendji Girac, l'actrice Hafsia Herzi, ou encore l'escrimeuse et ministre des Sports de l'époque Laura Flessel étaient présents), menu concocté par les chefs en vogue Juan Arbelaez et Aman-

dine Chaignot, l'UNSS ne se refuse rien.

Si des stars du ballon rond, qui avaient été annoncées dans un premier temps (Zidane, Eto'o, etc.), n'ont finalement pas fait le déplacement, les sponsors restaient nombreux (Renault, Royal Dragon Superior Vodka, Monaco Forbes, Creata, Schweppes, Tourea, Scarselli Diamonds...). Une vente aux enchères a été organisée lors de laquelle un maillot de Ronaldinho, époque AC Milan (2008-2012), a été vendu. Et une cagnotte GoFundMe avait été mise en ligne. L'événement se fait au profit de la fondation Samuel Eto'o et de la Fondation du sport scolaire, une émanation de l'ISF. Problème, selon les inspecteurs : l'UNSS, qui règle la douloureuse, n'est même pas sur l'affiche...

Ce « dîner de charité d'un faste somptuaire », qui fait « appel à tous les codes du luxe », écrit l'IG, illustre la « confusion des responsabilités entre l'UNSS et l'ISF », à l'époque toutes deux coiffées du même chef : Laurent Petrynka, directeur général de la première et président de la seconde. Fin 2018, Laurent Petrynka est nommé inspecteur général sur la recommandation d'un de ses très proches, le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer. La soirée s'avérera déficitaire.

Sa successeuse à la tête de l'UNSS, Nathalie Costantini, refuse de payer un prestataire du dîner et saisit la justice, en vain. L'IGESR, elle, tance dans son rapport de 2021, rendu sous Blanquer, cette soirée qui faisait « appel à tous les codes du luxe ». Un « événement mondain (...) étranger aux missions éducatives et de service public exercées par l'UNSS ».

Ces six dernières années, sous l'impulsion de Petrynka, et malgré les recommandations de l'IG, l'UNSS et l'ISF font un pas supplémentaire vers cette commercialisation du sport, avec l'organisation de gymnasiades, l'équivalent des JO pour les scolaires. En 2018, c'est Petrynka qui a l'idée d'organiser la compétition en France, qui a eu lieu en 2022 à Deauville (Normandie), alors qu'il est entre-temps devenu conseiller de Blanquer au minis-

tere, tout en conservant ses fonctions à la tête de l'ISF.

Nommé en décembre 2021 avec le soutien de Petrynka, qui fait campagne pour lui, Olivier Girault découvre l'ampleur de la tâche qui l'attend et parle d'une « situation catastrophique ». L'IG lui donne raison sur ce point et évoque un « défaut d'anticipation » de la précédente direction, un « manque de coordination », un événement « mal pensé », « surdimensionné », « trop ambitieux ». Et ce d'autant plus que l'ISF de Petrynka, qui fixe le cahier des charges, tente d'alourdir la barque en imposant, par exemple, une augmentation du nombre de participants (3400 au lieu de 3000, ce qui engendre un surcoût de frais de transport de 368 000 euros) et la prise en charge du dîner de gala de l'ISF à Deauville pour 100 000 euros.

Un déficit de 2,1 millions d'euros lié à la gymnasiade

La Direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO), dont dépend l'UNSS, tique et impose à l'ISF de prendre en charge ces coûts. Reste que Girault, pour répondre à l'urgence, se justifie-t-il, noue un contrat début 2022 sans mise en concurrence, pour 169 000 euros hors taxes, avec la société d'événementiel Eventeam (dont il connaît le patron), notamment pour gérer la cérémonie d'ouverture de la gymnasiade, la gestion des VIP et du dîner. Coût de l'opération : 169 000 euros hors taxes.

Bilan de la gymnasiade française : des charges de 8,1 millions d'euros et un déficit de 2,1 millions d'euros. « Outre les problématiques organisationnelles qui ont pu affecter les conditions d'accueil, de transports et d'hébergement des délégations et perturber l'organisation des visites culturelles programmées pendant la compétition, il ressort que l'événement sportif est resté largement confidentiel », conclut l'IG. Pas ou peu de public, faible nombre d'élèves impliqués, ambition éducative de l'événement « tout simplement éludée », retombées qui peinent à être « clairement





identifiées», et acteurs locaux mécontents, pointent les inspecteurs.

Dépenses faramineuses de communication, un livre à 68 000 euros... pour 20 ventes

Répondant aux questions de l'inspection, Girault s'est dit accaparé par la gymnasiade les premiers mois de son entrée en fonction, ce qui expliquerait son « absence », pointée par de nombreux cadres, de la gestion au quotidien de l'UNSS et du débat lié aux grandes orientations budgétaires. Une situation que la mission d'inspection explique par le profil de Girault, « plutôt fondé sur des compétences en stratégie et en communication, conjugué à une relative méconnaissance de la sphère EPS et du fonctionnement complexe associatif et administratif de l'UNSS ».

L'IG pointe aussi des initiatives prises par le directeur général de « nature à fragiliser l'obligation de rigueur dévolue à sa fonction ». En cause : des dépenses faramineuses de communication pour des missions parfois floues et un contrat passé avec l'agence de communication Tilder, très introduite au ministère de l'Éducation, pour plus... de 1,1 million d'euros sur quatre ans. Surtout, l'UNSS a contracté avec Débats publics, une maison d'édition qui n'en est pas vraiment une – c'est en réalité une filiale de Tilder – pour l'écriture et la promotion du livre *Le Sport Power*, à la gloire de Girault, publié en septembre 2023, signé par lui, mais rédigé par un prête-plume.

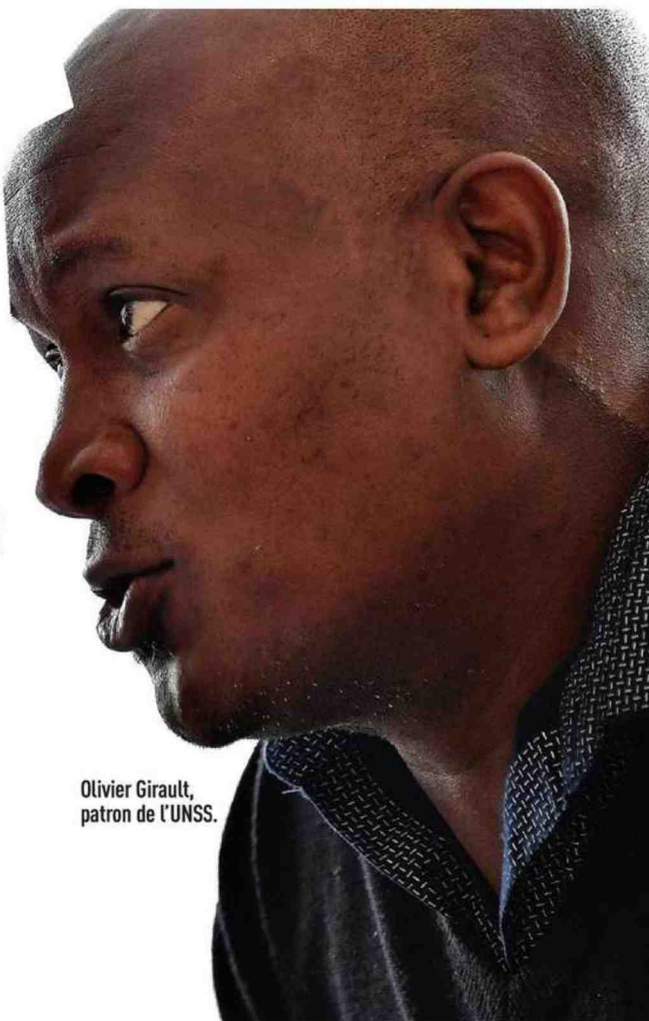
L'UNSS a dépensé 68 000 euros pour la concoction de l'ouvrage, sa promotion et l'achat de 1 500 exemplaires, mis à disposition de Girault, qui a pu les dédicacer à ses connaissances. Concrètement : une très belle marge pour Tilder, mais une opération de communication quasiment nulle pour l'UNSS, le tout sur argent public. Le livre n'a été que très peu disponible en librairie et ne s'est vendu qu'à 20 exemplaires, selon les données de GFK et de Geodif, le diffuseur. L'idée a, en tout cas, beaucoup plus à Petrynka, patron de l'ISF (jusqu'à sa démission, il y a quelques jours) : son livre, *Le sport sauvera l'humanité !*, publié aux éditions Débats publics en mai 2024, s'est vendu à 32 exemplaires. Le bouquin apparaît sur la compatibilité 2024 de l'ISF, à Lausanne, pour 37 775 euros.

Selon plusieurs sources, l'UNSS fait désormais l'objet d'une enquête administrative confiée à l'Inspection générale, initiée après les révélations de *L'Équipe* sur l'affaire Black Light (voir par ailleurs). Contacté, le ministère de l'Éducation n'a pas souhaité commenter, tout comme Petrynka. Girault, lui, fait savoir au'il s'aait

précisément d'une « mission d'inspection générale portant sur la situation de l'UNSS » et se dit satisfait que cette enquête ait lieu rapidement. Interrogé sur son livre, il nous invite à mieux « [n]ous renseigner ». **E**

« Défaut d'anticipation » de la précédente direction, un « manque de coordination », événement « mal pensé »

Un « événement mondial » étranger aux missions de l'UNSS



Olivier Girault, patron de l'UNSS.

Bernard Papon/L'Équipe



Laurent Petrynka, ici en 2017, a été à la fois directeur général de l'UNSS et président de l'ISF.

